

Économie solidaire appliquée au champ de la promotion des énergies renouvelables pour un changement social et un développement rural durable en Afrique subsaharienne

Marthe DJUIKOM

Présidente Fondatrice Réseau FERDEDSI

Forum Énergies Renouvelables-Développement Durable & Solidarité Internationale (FERDESDI),
Allemagne

Prof. Dr Clarita MÜLLER-PLANTENBERG

Marthe DJUIKOM :

Avec un cursus académique pluridisciplinaire, Dr. Djuikom a servi dans l'administration camerounaise et des projets de coopération internationale. Un besoin de confrontation théorie-pratique lui permet de concilier profession et formation continue qui lui donnera progressivement : licence, maîtrise, DEA et un doctorat. Ses recherches se focalisent sur les problématiques énergétiques en milieu rural et des alternatives pour un développement durable. Avec cette thématique, elle initie et suit de 2005 à 2007, un projet AUF de coopération interuniversitaire (Cameroun- Belgique- France- Allemagne). Avec le projet et dans une perspective de mise en réseau des initiatives de recherche-actions, des partenariats sud-sud et nord-sud, elle stimule la création d'une organisation énergétique au Cameroun, puis une européenne et groupes de réflexion africains après le projet. Inspirée des contextes indien, brésilien, africains, la démarche d'action qu'elle prône dans ses travaux est fondée sur une nouvelle vision de l'Économie Solidaire qui permette des changements sociaux.

Résumé :

États et institutions internationales à travers le principe économique de marché ont, à leur manière, organisé les systèmes de pouvoir et régulation des communautés locales. Multiples restructurations, loin d'inclure celles-ci comme partenaires, pas agents-passifs, ont plus selon De Leener réorganisé la vie locale et les pouvoirs autour de « nouvelles centralités ».

En marge de celles-ci, les sociétés dans la quête quotidienne des sécurités multiformes et de survie, développent des mécanismes de régulation et redistribution relevant des systèmes propres de gestion, mode de vie quotidienne, gérant à leur façon leurs ressources existentielles : arbres, animaux, eau, terres... La critique des politiques gouvernementales a conduit ailleurs, comme en Amérique-Latine, à un style de gestion marqué par une forte « interdépendance des secteurs public, privé, associatif » (Stoker). La crise du capitalisme affaiblie les États, crée de nouveaux courants de coopération interindividuelle et des actions collectives, des formes d'économie solidaire, assez différentes tant des formes traditionnelles de solidarité ou communautarisme en Afrique que des formes d'économie « de la débrouille » dans les périphéries urbaines africaines, suite aux crises économiques.

Face à la crise énergétique mondiale et la recherche des voies et alternatives au changement climatique, la promotion des énergies renouvelables (PER) en Afrique devrait éviter d'être une nouvelle rente étrangère pour être une opportunité de changement, une chance pour repenser « la/les gouvernance(s) » en partant des pratiques locales de gestion des ressources/potentiels, au remodelage des politiques nationales alignées sur les populations. C'est un processus à bâtir sur les perceptions locales, situations quotidiennes, connaissances et stratégies locales de gestion des ressources dans leurs diversités, concertations inter-acteurs facilitant la maîtrise des déterminants de développement tels : initiatives, ressources, normes & règles, processus de prise de décision...etc.

Appliquée à la PER en Afrique, notre communication propose une démarche fondée sur l'économie solidaire de changement social, par la consolidation des initiatives, l'incubation entrepreneuriale avec un rôle facilitateur des académiques et la recherche.

Démarche qui redonne : respect, considération, repositionnement de l'humain dans toutes ses dimensions au centre de toute action ; donc responsabilisation de tous les acteurs ; chacun étant à son niveau dépositaire d'un certain nombre d'enjeux de développement national et partant du continent africain.

Mots-clés : Sources énergétiques locales, promotion énergies renouvelables, développement rural durable, interdisciplinarité, économie solidaire, partenariat académique/recherche et société civile, entreprises énergétiques

Introduction

Lors de la conférence internationale du SIFEE en 2008 sur l'EE et l'énergie, nous avons présenté une communication intitulée « *Impacts des initiatives et stratégies locales d'électrification rurale: Gambie - Cameroun* ». Après avoir inventorié et analysé de nombreuses situations des milieux ruraux africains, nous concluons notre sujet en ces termes :

« ...Il y a beaucoup à faire, presque un défi organisationnel pour transformer le dynamisme des communautés locales et les initiatives louables, en processus d'auto-détermination et d'autonomie pour un réel développement local durable...Localement existe toujours un échantillon d'individus avec lesquels on peut bâtir de nouvelles démarches de développement, car les acteurs de tous les niveaux doivent être dans le processus. » (Djuikom 2008).

Notre présente communication axée sur la présentation d'une approche pour de tels processus, fait d'autant plus suite à la précédente que les thématiques énergétiques et des changements climatiques sont intimement liés.

Dans ce cadre, les objectifs de notre communication consistent notamment à :

- « visibiliser » le cheminement du développement, pour davantage attirer l'attention sur la perpétuation de la précarité et la pauvreté en milieu rural africain et la nécessité de changement des comportements et des rapports entre les acteurs impliqués.
- Proposer une démarche de changement basée sur les concepts de l'économie solidaire qui appellent de nouvelles formes de partenariats indispensables pour une alternative qui intègre les changements globaux.
- Illustrer sous l'angle énergétique, nos analyses théoriques par des actions expérimentales en cours.

Pour ce faire, nous structurons notre communication en 3 parties correspondant aux objectifs susmentionnés. Elles permettent d'une part de comprendre quelques concepts de bases et d'autre part de mettre en exergue autant le rôle historique des systèmes et politiques économiques dans la perpétuation de la pauvreté, que le rôle potentiel des acteurs locaux dans les nouvelles approches pour des développements durables. Ainsi :

- La première porte sur les systèmes économiques et la pauvreté,
- La seconde sur l'économie solidaire comme démarche alternative pour un Développement durable, et
- La troisième sur une illustration dans le champ des Energies renouvelables (ER) au Cameroun.

Préalablement, nous clarifions notre entendement des principaux concepts et leur connexion, notamment les concepts de pauvreté, du rural, du développement intégrant la dimension de liberté et tout ceci corrélié à la thématique énergétique.

1. Les concepts : Énergie, pauvreté, liberté et développement rural

Historiquement, le rural est lié au secteur agropastoral. Dans les pays développés moins de 3% de la population tient ce secteur et le travail est à plus de 95% mécanisé et motorisé, donc dépendent de l'usage énergétique. Par contre dans les pays en développement notamment d'Afrique subsaharienne, plus de 80% de la population est versée dans ce secteur et plus de 50% vivent en milieu rural. Le rural ici est souvent implicitement assimilé au pauvre et au démuné. La principale énergie qui y est utilisée pour le travail est l'énergie musculaire et animale, la force mécanique ou motorisée à moins de 2%. En 2001 Michel Maldague déclarait encore que :

« Malgré les nombreuses formes d'énergie qui ont été progressivement exploitées par l'homme - le bois, la houille et le charbon, l'électricité, le pétrole, l'énergie nucléaire, les énergies nouvelles - , l'énergie humaine demeure importante dans de nombreux pays en développement. Et l'on peut s'attendre à ce que cette forme d'énergie soit encore la réponse aux besoins d'énergie pendant plusieurs décennies. » (M, Maldague, 2001,)

De plus, entre les critères de revenu par tête d'habitant et celui de l'indicateur composite du développement humain actuellement mis en exergue et prôné par les Nations Unies et malgré la difficile mesure de la pauvreté, les statistiques au niveau international montrent que sur les 50 pays les plus pauvres du monde, classés selon l'indicateur de développement humain (IDH) du PNUD, 33 frappés par la malnutrition, la pauvreté, l'illettrisme et la situation sanitaire désastreuse, sont situés en Afrique subsaharienne. Ainsi, la pauvreté absolue, la faim, la maladie et l'analphabétisme affecteraient un cinquième de la population mondiale, avec le tiers de celle-ci dans les pays en développement. La presque totalité des pays d'Afrique concernés est classée parmi les pays pauvres les moins avancés du monde.

En fait, il n'est pas facile de saisir tous les contours de la pauvreté qui dans la réalité et de par nos systèmes économiques, cohabite à des degrés différents avec l'opulence et le gaspillage, tant dans les pays développés que dans ceux en développement. Cette flagrante évidence de cohabitation est si bien décrite par le prix Nobel de l'économie Amartya Sen en ces termes :

« ... Notre monde connaît une opulence sans précédent...Même les imaginations les plus fécondes n'auraient pu envisager, il y a un siècle, ce niveau de développement. Au-delà de la sphère économique, les mutations concernent tous les domaines.....L'espérance de vie est plus longue qu'elle ne l'a jamais été. Les différentes régions de la planète entretiennent des relations plus étroites qu'à aucun moment de l'Histoire, les idées, autant que les marchandises, circulent sans guère d'entraves...Cependant, notre monde se caractérise aussi par un niveau incroyablement élevé de privations de tous genres, de misère et d'oppression. ..la persistance de la pauvreté, les besoins alimentaires non satisfaits, les famines soudaines ou la malnutrition endémique....» (A.Sen, 1999,)

Pour notre part, la satisfaction des besoins énergétiques fait partie de ces besoins élémentaires et des aspirations des besoins humains constitutifs des fondements de tout développement dans sa vision la plus large, la plus complète qui suppose un

« ...processus d'expansion des libertés des individus en termes de création des capacités, des « capacités », des opportunités économiques, des disponibilités sociales, des possibilités d'action, de choix, de réalisations des initiatives individuelles etc. » (A. Sen, 1999).

Dans ce sens, la pauvreté peut ainsi être définie avec J.L. Dubois :

« comme une privation de capacités et l'inégalité comme le fait d'une distribution inégale de ces capacités. Dans ce cadre d'analyse, le développement, lorsqu'il combat la pauvreté, cherche

à renforcer les capacités des agents ou, plus précisément, les libertés réelles d'agir et d'être qui sont conférées par leur statut de personne ou d'acteur social » (Dubois. Jean Luc).

Le concept de « capacité » au-delà des capacités est lié aux propensions, prédispositions et potentialités des individus. Il intègre les dimensions « d'autonomie », d'« autogestion » et d'« autodétermination » que C. Müller-Plantenberg appelle « capital » dans un processus réel de développement durable (PDD) qui devrait être un « processus facilitateur participatif » (Djuikom 2008)

2. Politiques économiques, mutations et perpétuation de la pauvreté des milieux ruraux africains

Les diverses phases de politiques de développement en Afrique ont historiquement joué un grand rôle dans les transformations et l'appauvrissement de son milieu rural ; en l'occurrence : les croissances économiques post indépendances liées à l'agro-industrie, l'avènement du secteur pétrolier, des récessions et les multiples réformes économiques et financières, de nombreuses innovations introduites et pour la plupart non appropriées par les populations...etc.

En effet, Le visage du monde rural africain, s'est fait et refait suivant les phases de l'histoire de développement des pays. Partant des conquêtes, au vent de démocratisation des années 1990 en passant par toutes les phases de la croissance des inégalités. Les périodes les plus remarquables étant surtout celles des :

- dépendances d'avant les années 50,
- politiques d'industrialisation des années 50 à 75,
- problématiques de l'endettement, d'ajustement et des crises économiques, sociales des années 75 à 90,
- nouveaux dynamismes des années 90 à nos jours.

En Afrique subsaharienne notamment, le développement économique repose à plus de 70% sur le secteur primaire (Agriculture, élevage, pêche, artisanat ...) dont dépend la « survie » des populations rurales. Avant, pendant et des décennies après les indépendances, les approches d'intervention et les éléments de politique dans ce secteur ainsi que dans le domaine de la vie sociale (enseignement, santé, organisations...), et des secteurs moteurs comme énergie, ont été jusque-là inspiré par le modèle « occidental-capitaliste » ou le modèle des pays socialistes ou très souvent des modèles intermédiaires tirant des éléments des 2 systèmes dominants avant l'avènement de la perestroïka. Toutefois, des fondements identitaires, intrinsèques attachés à la nature, des pratiques traditionnelles et les fondements de l'économie traditionnelle/domestique ont survécu et subsistent au travers de toutes les formes de mutations.

Depuis les années 80, les discours de la participation sont à la mode et à ce jour il y a lieu de craindre et de prendre davantage peur pour le devenir des États en développement et surtout de l'Afrique subsaharienne. En effet, on constate que les discours continuent à dominer sur l'action et/ou la pratique. S'il était question de survie il y a un quart de siècle, aujourd'hui il est question d'étranglement, de suffocation. Comme un être réellement suffoquant à la recherche d'un peu d'oxygène pour redonner vie à un corps qui se meurt, il devient donc urgent, la nécessité de revenir en soi, user de ses ressources profondes, pour aspirer de l'extérieur le souffle nécessaire à sa revitalisation ou à sa ré-dynamisation. Ce processus de recherche d'éléments de survie ; d'aucun l'ont déjà appelé des décennies avant : la « mise au point des approches qui soient localement viables » car l'expérience historique continue à confirmer ce qui a longtemps été compris et qui revient de plusieurs sources, que :

« Le développement est un processus bien plus complexe qu'une simple importation des stratégies et de méthodes et la transplantation d'institutions en vue de leur application » (A.V Pai Panandiker).

Au courant des années 1990, le vent démocratique de l'Est qui fragilise politiquement les États, incite l'avènement de la société civile qui crée de nouvelles dynamiques, apporte de nouveaux acteurs et ouvre d'autres champs d'intervention pour le développement. Le dynamisme et la diversité des nouveaux acteurs vont de plus en plus croissant. Progressivement, les États abandonnent des aspects de leurs responsabilités traditionnelles. Les organisations non gouvernementales leurs emboitant le pas, interviennent de plus en plus dans les secteurs : sociaux, de service et de production, etc. Ce cheminement qui a entraîné avec lui un bouleversement radical en milieu rural à la suite des crises des systèmes de production et des cultures de rentes.

Le schéma suivant résume quelque peu la multitude des éloquentes discours et rapports explicites sur cette trajectoire historique du développement économique, social et politique des pays en développement, surtout d'Afrique noire en général et du Cameroun en particulier.

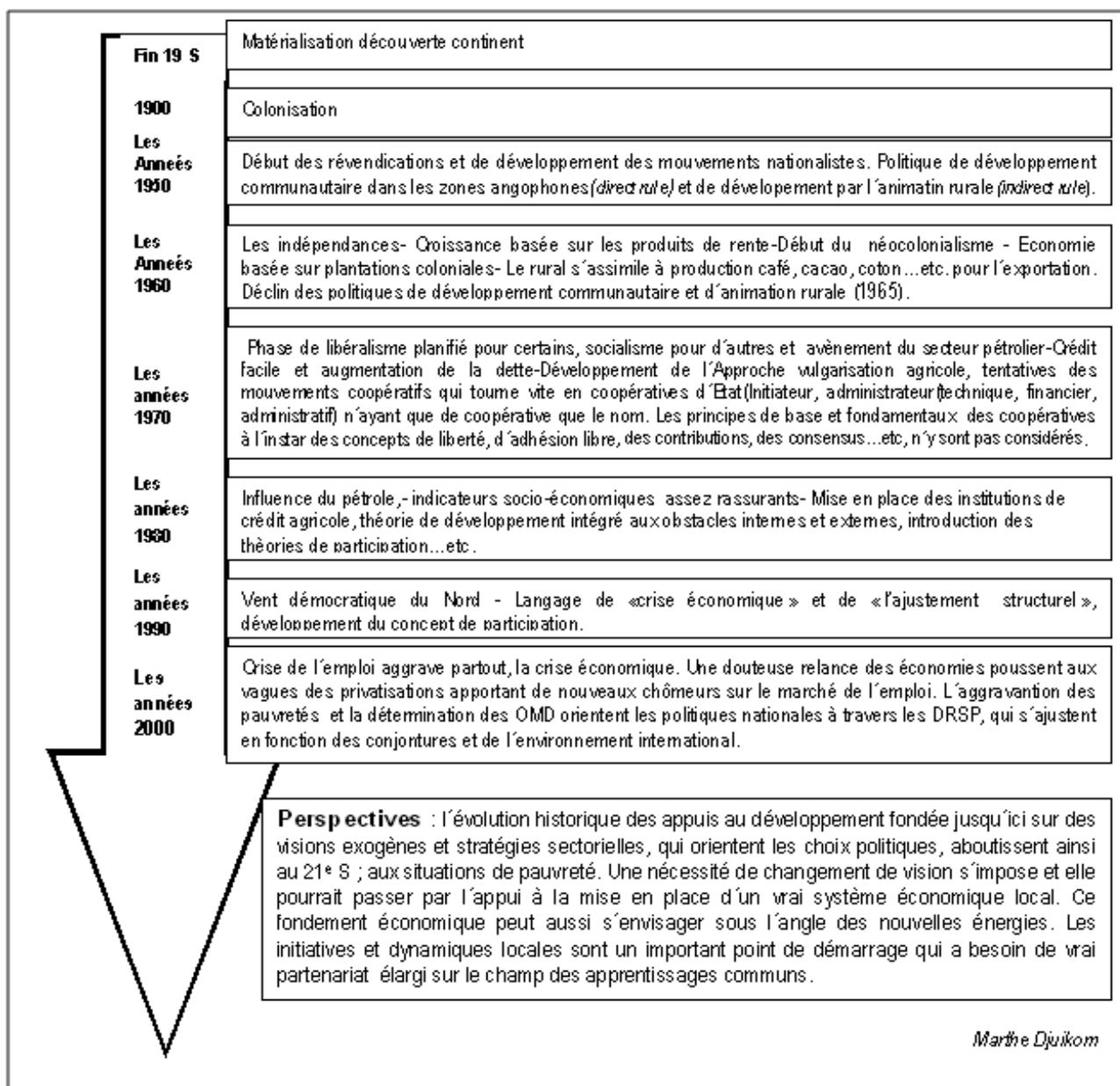


Figure 1 : Trajectoire historique des politiques de développement en Afrique
Source. Djuikom

3. Approche de l'économie solidaire pour un développement durable en Afrique

3.1 Principe économique et comportement socio-historique

La vision économique globale est celle de la nécessité. L'économie suppose un ensemble d'activités de production et de répartition, pour la satisfaction des besoins et désirs humains illimités avec des ressources rares. En référence au texte de LAVILLE. J. L, sur "*Pour une sociologie économique nourrie d'histoire*" ; dans lequel il relève une certaine classification des comportements économiques faite par POLANYI, l'origine politique et économique de notre temps selon ce dernier, distingue quatre (4)

principes ou types de comportement économique lié chacun à un modèle institutionnel ; Il s'agit du principe de:

- l'administration domestique qui est caractérisé par la production pour l'usage propre ou pour pourvoir aux besoins d'un groupe. Le modèle institutionnel correspondant à ce type est le groupe clos ou l'autarcie.
- la réciprocité caractérisée par les transferts de dons et contre dons indissociables des rapports humains. Ici on a un modèle institutionnel de la symétrie.
- la redistribution caractérisée par la remise de la production à une autorité qui a la responsabilité de la redistribution. Le modèle institutionnel correspondant est la centralité.
- du marché qui est caractérisé par un lieu de rencontre entre offre et demande selon le modèle institutionnel de l'échange.

L'environnement des économies des pays en développement (PED) dont l'Afrique est également marquée par cette vision sociologique qui aborde l'économie comme étant une "construction socio-historique".

En effet, le principe de l'administration domestique longtemps avant les indépendances a occupé une place de choix. Depuis les indépendances, son champ s'est considérablement réduit parce que l'évolution économique s'est faite par le développement agricole et l'agro-industrie, à travers le développement de la production de rente pour l'exportation. Les communautés rurales s'y sont investies dans une perspective d'accroissement de revenus à travers les ventes. La production pour usage propre s'est réduite au fil du temps au strict nécessaire. Dans certaines régions, elle sera même insuffisante.

Le travail de De Loucas pour le cas de la café-culture au Cameroun, constate en fait une généralisation des situations; la baisse des revenus de rente, la déchéance des grandes plantations coloniales, la faillite des agro-industries, la pauvreté perpétuelle et la faim ont progressivement amené les populations rurales à se retourner à nouveau et davantage vers la production pour l'autoconsommation, c'est à dire l'administration domestique.

Le principe de réciprocité est une caractéristique des sociétés africaines, asiatiques et latines américaine dans leurs spécificités. Les dons et contre-dons régissent les rapports sociaux à travers les faits sociaux comme : mariage, naissance, baptême, les deuils, les funérailles, les importants voyages comme le pèlerinage,...etc. Ce principe a existé depuis toujours. L'esprit d'individualisme introduit avec la « modernité », influence désormais son intensité et sa consistance. Dans certains cas, elle crée la dépendance, voire la mendicité soutenue. Il faut relever ici que la récession économique en facilitant l'essor de nouvelles formes d'organisations sociales ; les associations dont les groupes féminins, les ONGs de toutes sortes, les regroupements sous tous les noms, a donné naissance à d'autres formes de dons et contre-dons plus subtiles, mais qui ressortent des logiques locales, dans les logiques de gestions de projets de développement.

Le principe de redistribution quant à lui, implique une question d'autorité et de division de travail ; donc une question de pouvoir et de rapport de force. Il est historiquement lié aux formes d'organisations sociales traditionnelles. De ce fait, il se retrouvait surtout au niveau des sociétés, villages ou regroupements humains fortement hiérarchisés où les couches dominées et tous ceux n'ayant surtout pas de propriété foncière, restaient dépendants dans leurs activités de production. Nous incluons également ici les communautés fortement pieuses qui doivent déposer des dîmes auprès de l'autorité religieuse pour la redistribution aux plus démunis. Ce type de système est institutionnalisé pour les musulmans, il est plus dogmatique chez les chrétiens. Les évolutions économiques ne les ont pas particulièrement influencés ; probablement parce qu'il concerne des zones spécifiques. Au niveau des nations, les impôts collectés sont redistribués par les États. Par ailleurs, l'évolution économique a fait naître des formes de regroupements au sein desquels le système de redistribution fonctionne également ; en l'occurrence, certains types de

coopératives, les groupements d'initiatives communes de production, (GIC, GIE au Cameroun, Sénégal...) ; les groupements des ruraux, des femmes avec des champs communautaires. etc.

Globalement, ces trois principes existent dans les faits et restent faiblement représentés dans l'ensemble de l'économie des nations.

Le principe de L'économie de marché est basé sur le système capitaliste donc les deux principales caractéristiques sont la propriété privée des moyens de production et la maximisation du profit par l'accumulation du capital. L'accumulation du profit étant ce qui fait sa spécificité ; puisque le profit et la recherche du profit existent dans tous les systèmes économiques, mais dans l'esprit de leur utilisation pour la consommation des individus (propriétaires des moyens de production) ; alors que dans le système capitaliste, ce profit doit être épargné et réinvestir dans l'entreprise pour permettre l'accroissement des moyens de production en vue du développement de l'entreprise. L'accumulation du capital étant « un processus de constitution du capital technique réalisé sous les deux formes que sont : l'investissement net (création d'équipements supplémentaires) et l'amortissement (remplacement des équipements usés et obsolètes) »(*dictionnaire économique*). Depuis son introduction dans les systèmes économiques des pays, il tient la première place et même avec des « colorations locales », il guide aujourd'hui les comportements économiques. Force est toutefois de reconnaître comme déjà évoqué, qu'en milieu rural des PED en général et des pays Africains en particulier, toutes les transformations subies dérivant des choix des systèmes économiques n'ont pas effacé des réalités locales fondamentales que nous proposons plutôt de réellement les intégrer dans les choix économiques et de politique de développement ; pour inventer des systèmes respectueux, comme dit Wautelet, « de la pluralité, entre lieux de différentes natures : culturels, informatifs, sociaux, institutionnels..... »

3.2 Nécessité d'une alternative pour un développement durable en Afrique.

Les exclusions sociales et les multiformes d'inégalités qui résultent de la libéralisation et de la globalisation ajoutées aux différentes formes de pauvretés et de dépendances créées par les systèmes économiques dominants, forcent la recherche et l'invention des voies alternatives qui cadrent localement avec des réalités au quotidien.

Ainsi, pour les pays en développement en général et pour l'Afrique subsaharienne en particulier, tous les acteurs potentiels, avec en tête les académiques, devraient contribuer à cette invention d'une voie adaptée. Une voie qui ne soit ni foncièrement capitaliste ni foncièrement socialiste. Les anthropologues latino-américains et africanistes ont mené des réflexions et apportés des bases théoriques dans le sens d'une économie solidaire qui intègre les diversités locales socio-économiques et culturelles. Amartya Sen¹ dans sa vision de développement, intègre en plus la dimension incontournable de « liberté » qui prend en compte le besoin d'autonomie, de considération des divergences de visions, de dignité et des fiertés individuelles et collectives, donnant plus de place, du ton et de la considération plus à « l'être » qu'à « l'avoir ».

Dans son ouvrage de référence « Development as freedom » traduit en français par : « Un nouveau modèle économique, Développement, Justice, Liberté », il analyse sous toutes les formes, la notion de liberté en lien avec le développement, en réconciliant l'économie et le social. Liberté comme une fin en soit («libertés constitutives») et liberté comme moyen («libertés instrumentales ») pour l'« *amélioration de l'existence des individus* ». Comme davantage explicité par Paul Grosjean dans l'analyse de cet ouvrage, Sen fait le tour d'horizon des pensées philosophiques. En effet, il considère les idées des penseurs d'avant Jésus Christ comme Aristote, ainsi que des théologiens classiques et religieux contemporains. Il analyse les pensées des pères de l'économie du 17^{ième}. En examinant tour à tour les

¹ Prix nobel de l'économie en 1998 et travaux très connus sur l'indice de développement humain utilisé par la banque mondiale

mercantilistes comme William Petty et les physiocrates comme François Quesnay. Puis il étudiera les pensées du 18^{ième} avec les classiques de l'école classique-libérale comme Adam Smith, T. Malthus, Jean Baptiste Say, David Ricardo et les réformistes comme John Stuart Mill, pour déboucher enfin sur celles du 19^{ième} siècle avec les deux systèmes dominants : notamment les socialistes marxistes (K. Marx et Friedrich Engels), les capitalistes néo-classiques puis les keynésiens (Wieser, Pareto, John Maynard Keynes) et des contemporains. Ses travaux ont considérablement influencé la vision des institutions internationales sur les questions de développement. Toutefois, en rapport à la trilogie² du développement durable, aucun des deux systèmes dominants ne semble conduire à un système d'équilibre. Au-delà des questions de développement dans les PED, il y a les questionnements globaux planétaires qu'une voie alternative des actions sociales, économiques, techniques, écologiques devrait intégrer. La vision d'A.Sen innove en ce sens qu'elle s'inspire des éléments dominants et des limites des différentes tendances économiques sur lesquelles se sont jusque-là fondés les modèles de sociétés, pour orienter des choix.

La figure suivante, schématise quelque peu l'évolution des fondements des pensées et des systèmes économiques, pour justifier que des nouveaux choix sont indispensables pour tout développement local qui se veut durable. Elle peut être considérée comme base conceptuelle des alternatives économiques locales.

En Amérique latine et en Europe des formes économiques se développent sous la dénomination de « l'économie solidaire » partant des multiples formes d'exclusion sociales.

L'analyse des cheminements remarquables comme celle de la mise en place des économies populaires et solidaires avec des incubateurs technologiques au Brésil, inspire une méthodologie adaptable aux cas africains, qui pourraient bien commencer par les identifications progressives des éléments d'une démarche innovante et localement adaptée.

² Les littératures et les discours se focalisent encore sur 3 dimensions du développement durables, mais des réflexions et des critiques justifient et extraient la dimension culturelle de la dimension sociale pour en faire une quatrième dimension indispensable. Jean Philippe Waaub le développe particulièrement dans le cadre des évaluations environnementales et sociales stratégiques (cf. SIFEE- école d'été 2008).

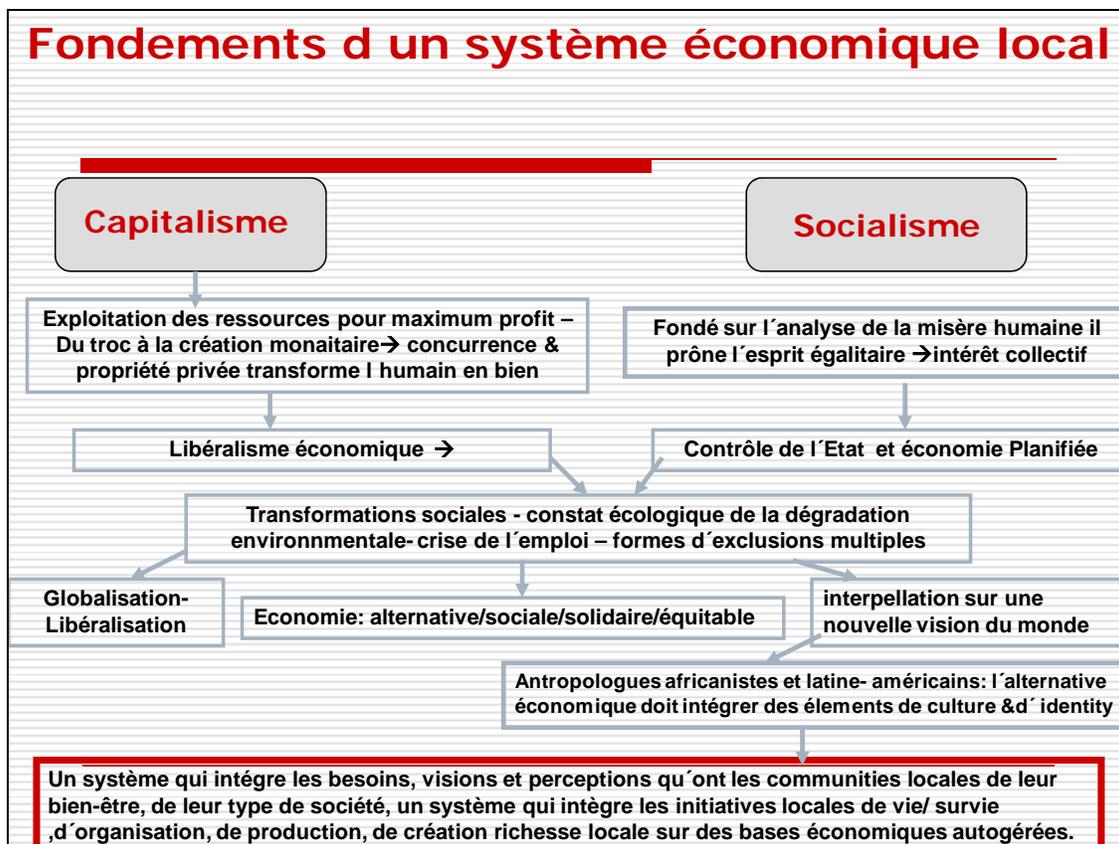


Figure 2 : Raison pour une alternative économique pour l'Afrique

Source. Djuikom

3.3 Une économie solidaire innovante pour l'Afrique subsaharienne

Ce qui précède montre quelques facettes de l'inadaptation du système unique à des situations réelles vécues par des milliards d'individus. De plus, comme spécifiée dans le résumé ci-dessus, la crise du capitalisme qui affaiblit les États, crée de nouveaux courants de coopération interindividuelle. C'est ainsi que la détérioration des systèmes locaux découlant même de l'histoire économique des deux grands courants capitaliste et socialiste (cf. figure ci-dessus) a poussé à trouver des visions alternatives dans cette forme d'économie solidaire que Paul Singer définit comme une réaction aux crises internes du capitalisme. Nous avons dit en résumé avec De Leener que pour l'Afrique, au-delà du secteur énergétique sur lequel nous nous focaliserons ici en illustration, il est question de repenser «la/les gouvernance(s) qui intègre réellement « le local » qui suppose d'une part la considération des perceptions, des situations, des connaissances, des pratiques et stratégies dans leurs diversités et d'autre part le recentrage de l'humain dans toutes ses dimensions. Pour l'Afrique nous pensons la démarche de l'économie solidaire appliquée à ses réalités peut être une alternative.

3.3.1 C'est quoi l'économie solidaire ?

Le concept de solidarité est expliqué comme un « sentiment de responsabilité mutuelle entre plusieurs personnes, plusieurs groupes, un lien fraternel qui oblige tous les êtres humains les uns envers les autres ». Ainsi, le solidaire implique pour chacun, « la responsabilité totale d'un engagement commun ». Ce concept s'applique également aux «personnes liées entre elles par une dépendance mutuelle d'intérêts ; ou des choses qui dépendent les unes des autres, qui vont ensemble» (Everest).

Mais les sens donnés au concept portent inévitablement des connotations historiques contextuelles et socioculturelles. Comme dirait quelqu'un, les mots cachent les choses, en l'occurrence, derrière le mot «solidarité», l'occidental, notamment des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord, y voit de prime abord tous les mécanismes mis progressivement en place depuis la fin du 19^{ème} siècle, pour trouver des ressources de remplacement aux individus victimes des risques sociaux ; à l'instar des pertes d'emplois ou diverses formes d'exclusion sociale. On liera le concept très rapidement à la protection sociale, à la sécurité sociale, à l'assurance sociale, etc.

En Allemagne on parlera de l'économie sociale de marché, pour évoquer ces corrections des inégalités sociales découlant des lois du marché. Conçue dans les années 50, cette économie dénommée « Soziale marktwirtschaft » se résume selon le dictionnaire économique, par la formule : « autant de liberté que possible, autant de limitation que nécessaire », il s'agit d'un libéralisme tempéré par des politiques sociales qui visent à réduire les inégalités qui pourraient remettre en cause le consensus social et la gestion des entreprises.

En Afrique particulièrement, le concept de « solidarité » se réfère à l'interdépendance naturelle qu'ont les gens (d'une même famille, d'une même communauté, d'une même ethnie, d'une même région et au-delà jusqu'au niveau de la race). Cette interdépendance qui concerne plusieurs dimensions de la vie familiale, sociale, économique, sociétale ou simplement humaine. Ces aspects que presque instinctivement ou de manière innée ils ont toujours et partout porté en eux et développés quelque soient les conditions de vie dans lesquelles ils se trouvent, et qui les amènent à partager avec les autres. Donner non pas nécessairement le « superflu », mais donner en se mettant à la place de l'autre qui fait ou ferait et fera aussi pareil à son tour. Dans ce sens, on convient que solidarité soit considérée comme « une relation entre personnes qui entraîne une obligation morale d'assistance mutuelle » (Larousse de Poche), cette forme de solidarité est alors un système avec des mécanismes mutuels d'aide, d'assistance «valorisante», de soutien et d'appui dans tous les événements heureux ou malheureux de la vie d'un individu, d'un groupe d'individus ou d'une communauté. La multitude des crises et le développement de l'individualisme réduisent le champ de cette sorte de solidarité historique africaine et l'orientent davantage vers une diversité des organisations d'entre-aide entre groupes d'individus ayant à la base quelques affinités (famille, ethnies, village, compatriotes...etc.). C'est en cela que Jean Marc Ela , explique que cette Afrique à la solidarité légendaire a tendance aujourd'hui à être « l'Afrique des villages », « l'Afrique des familles » car l'Afrique en général, affirme-t-il, « s'urbanise davantage ». Et « l'Afrique urbain » dit-il, se rapproche plus de l'occident qu'à « l'Afrique rurale » sur laquelle nous menons la présente réflexion de changement pour intégrer les différentes Afriques en une Afrique plus confiante en l'avenir et engagée comme partenaire dans la transformation du monde.

Ainsi, selon que nous soyons dans le monde occidental (Europe et Amérique du Nord), en Asie, en Amérique Latine, en Afrique ou n'importe où dans le monde, la vision du social et de l'économie solidaire est inévitablement influencée par les logiques et mode de vie et donc des cultures et des contextes.

Cette économie se fonde sur les initiatives des individus, des populations ; dans une perspective et une finalité de changement fondamental. Paul Singer relève qu'elle est un choix de style ou de mode de vie dans lequel la coopération et la solidarité sont préférables à l'esprit de compétition et la concurrence entre les individus (qui sont les principes de base de l'économie de marché).

À partir de l'expérience de l'Amérique Latine, il ressort qu'une des originalités de cette économie est cette présence interactive, cette interconnexion entre deux groupes d'acteurs : le monde académique (les universités) et le monde couramment dit de la société civile, qui, suivant les continents a une variété de colorations, de contenus, de force et de pouvoir d'action.

Ainsi, si l'économie solidaire se présente non seulement comme un moyen de satisfaction des besoins, mais aussi et surtout comme un choix qui privilégie la solidarité, elle pourrait davantage, pour les PED et notamment pour l'Afrique subsaharienne, se présenter comme un moyen de changement de système, de philosophie de développement et de gestion sociétale. Les initiatives d'économie solidaire se retrouvent globalement selon Gauthier « dans une remise en question de ce qu'est l'économie, de sa finalité et de son rapport à l'environnement social et naturel dans lequel les hommes et les femmes interagissent ». La considérant comme un système hybride entre l'économie de marché ou monétaire et l'économie non monétaire, se la représente schématiquement ainsi qu'il suit :

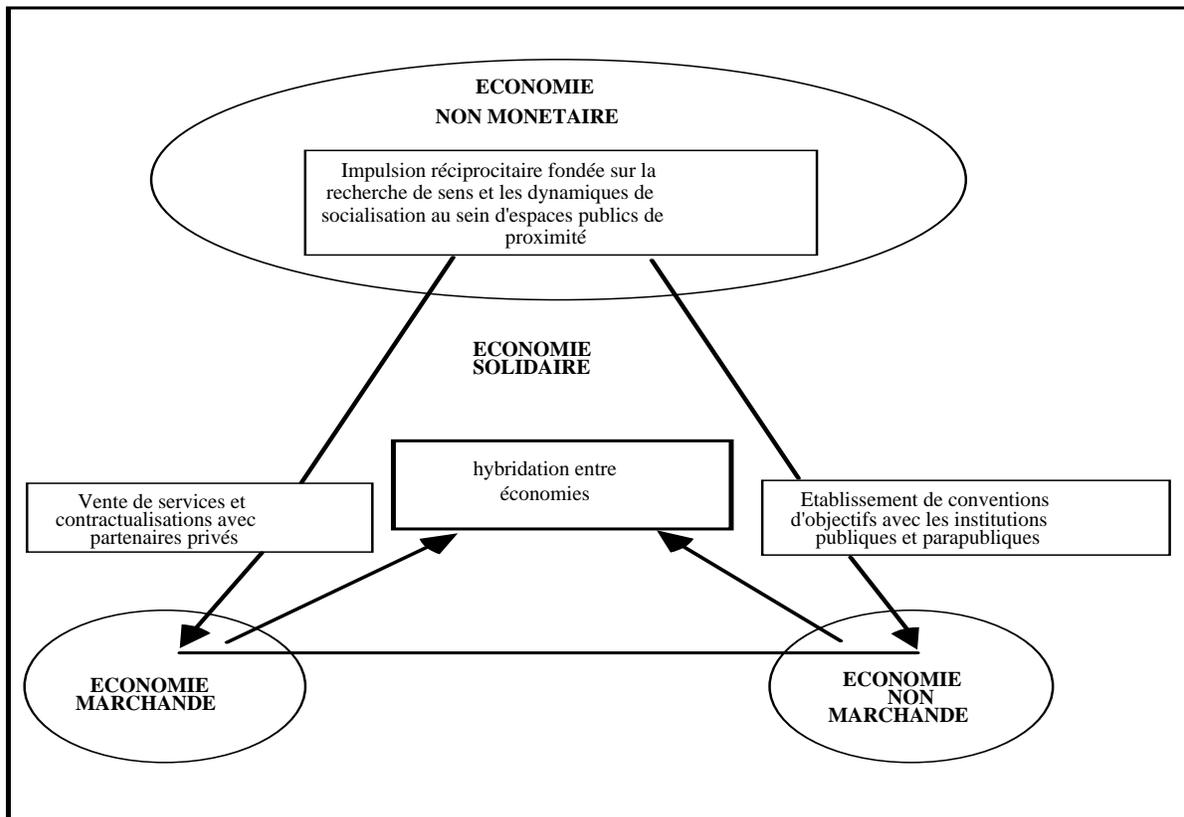


Figure 3 : L'économie solidaire : une hybridation des systèmes économiques?

Source : Arthur Gauthier

Une illustration permettrait de mieux comprendre cette sommaire présentation théorique. Nous choisissons le cas historique brésilien dont les ramifications s'adaptent de plus en plus sous cieux divers suivant les contextes.

3.3.2 L'expérience brésilienne et historique de l'économie solidaire

Indexée comme une des pionnières dans le monde, l'expérience de l'économie solidaire au Brésil, commencée à Sao-Paulo comme raconté par Paul Singer (P. Singer, 2003), montre comment certaines universités nationales en partenariat avec des organisations sociales, jouent un rôle déterminant dans le processus plus large de transformation politique, économique et sociale au Brésil.

En effet, après 50 ans de croissance économique (1930-1980) au Brésil, les crises sociales, le chômage et des formes multiples d'exclusion frappent le pays comme l'ensemble du monde. 20% de chômage et de nouveaux pauvres dû aux pertes d'emplois s'ajoutent aux traditionnels pauvres.

Face à ce constat, des mouvements sociaux qui naissent, protestent contre les transformations créées par le capitalisme. Des organismes de type coopératif, mutualiste naissent des luttes quotidiennes des paysans, des ouvriers et de nouveaux chômeurs ou exclus qui se réorganisent entre eux, créent ou récupèrent des entreprises en faillite. Ils les reforment et mettent de nouvelles formes de gestion. Plusieurs réformes analogues voient le jour dans presque tous les secteurs d'activités. Ils réclament tous une société meilleure où ils auront plus de liberté individuelle, sociale et une sécurité économique.

C'est là le fondement de l'économie solidaire qui se présente donc en premier, comme une réponse au chômage et à l'exclusion sociale à travers une autopromotion (self help) collective dans une perspective de création d'emplois et de ressources monétaires. Ensuite il devient très vite une solution à de multiples réclamations sociales, économiques et politiques. Le concept présenté par Paul Singer dans le cas brésilien se schématiserait ainsi qu'il suit.

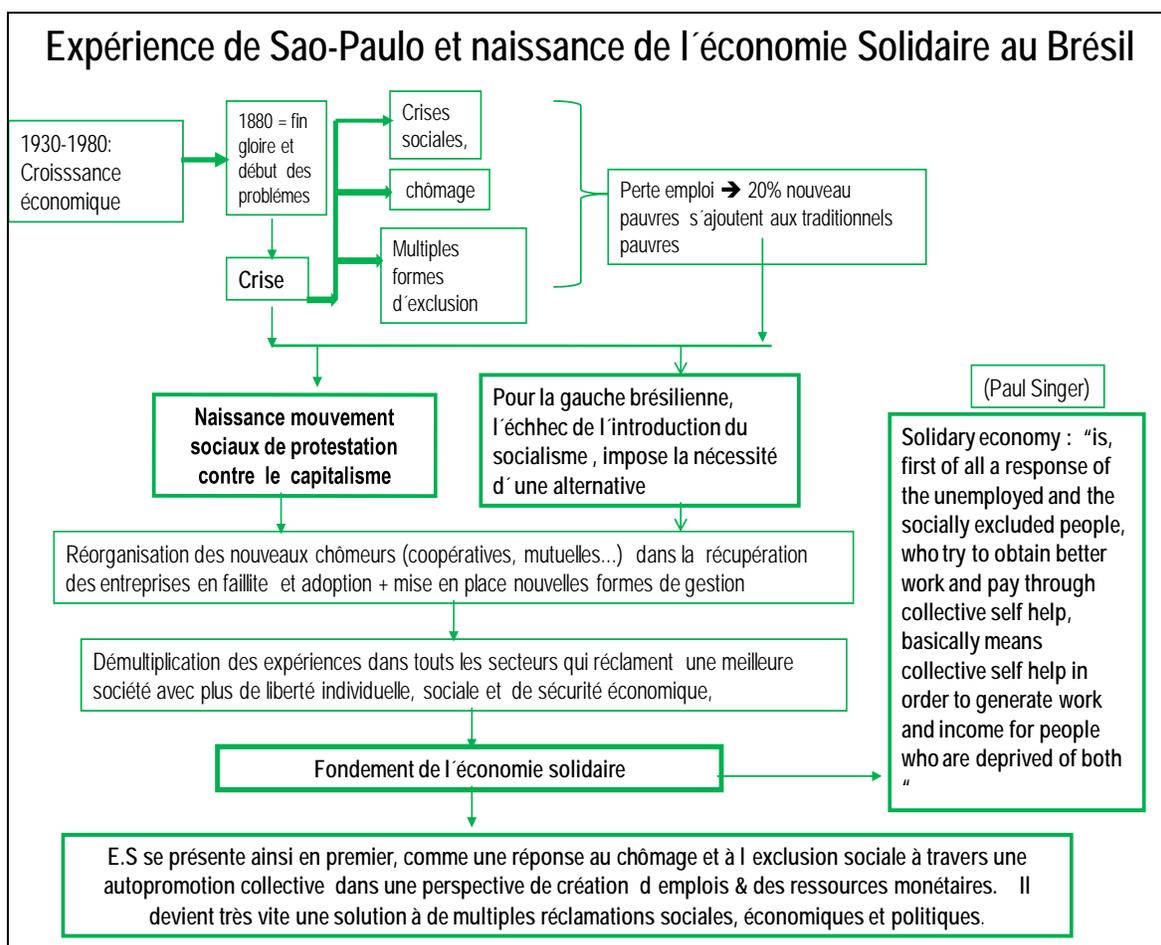


Figure 4 : Origine de l'économie solidaire brésilienne

Source : Djuikom 2008 (selon texte Paul.Singer)

3.3.3 Les universités comme partie intégrante de l'économie solidaire au Brésil et leur rôle.

En 1994 au Brésil, une situation d'insécurité des institutions publiques dans un environnement où les populations sont dans une extrême pauvreté, pousse les enseignants de l'École Nationale de Santé Publique(ENSA) et les universitaires, à soutenir la création d'une coopérative locale pour occuper les populations. Cette dernière porte le nom de la localité : COOTRAM pour dire "Cooperativa de Trabalho de Manguinhos". Cette coopérative emploiera 1200 familles dans diverses sortes d'activités tant pour des personnes qualifiées que non qualifiées (exemple : nettoyage, manœuvre, petites activités génératrices de revenus des groupements des femmes..etc). Politiquement, cette initiative s'intègre dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et elle fait partie intégrante de la plus grande campagne historique brésilienne de la lutte contre la faim.

L'évolution et le succès de la coopérative COOTRAM conduisent les étudiants, puis les enseignants de l'ENSA et les universitaires à une innovation sociale : l'invention des incubateurs technologiques de coopératives populaires. Ce que Paul Singer dans ses termes appelle « the invention, social innovation, of Technological Incubators of Popular Co-operatives »(TIPC) (P. Singer 2003).

S'inspirant du concept américain d'incubateur, créé par les universités pour aider étudiants, enseignants et chercheurs à devenir de vrais entrepreneurs en s'appuyant (et en prenant l'avantage des brevets de recherche) sur la haute technologie, les acteurs brésiliens créent leur concept de « solidarity Economy » partant de leurs «co-operatives of poor people» ; qui révolutionnent la physionomie sociale, économique, académique et politique du Brésil.

L'histoire témoigne que le premier Incubateur technologique, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, n'est pas institué à l'ENSA, mais à « COPPE » à l'école d'ingénieur à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ). Ce premier TIPC a mis en place une équipe de travail comprenant : étudiants, techniciens, enseignants, éducateurs de masse (Popular educators). Cette équipe a commencé à travailler avec les pauvres (du « FAVELAS ». Le concept de « coopérative » n'était initialement pas dans le cursus d'enseignement universitaire. Les situations vécues, les faits, les réalités, les vrais besoins auxquels il a fallu faire face, ont conduit à leur prise en compte par les universitaires et leurs institutions.

L'université de Rio fait appel à l'université de Santa Maria de Roi Grande qui a un centre de coopératismes (centre of cooperativism) qui a dispensé à Rio des concepts méthodologiques fondamentaux. Nourrie de ses nouvelles connaissances, l'Université a poursuivi le travail avec la « coopérative des pauvres ». Plusieurs autres coopératives œuvrant dans plusieurs domaines de service (nettoyage, maintenance, ...etc.) voient le jour avec le soutien financier des agences liées à la campagne nationale de lutte contre la faim.

Quatre ans plus tard,(1998) la prouesse de l'expérience de Rio, motive les agences nationales à soutenir 5 nouvelles expériences de TIPC avec d'autres universités dans les régions les plus pauvres du Brésil. Comme un effet de boule de neige, la notion des TIPC s'est répandue à l'échelle nationale, de tel qu'avec ou sans financement, plusieurs universités se sont intégrées dans le processus expérimental qui du processus d'apprentissage est devenu un processus de changement sociétal.

En effet, l'ensemble des TIPC s'est mis en réseau et a intégré « UNITABAHLO » qui est une fondation regroupant plus de 80 universités brésiliennes et dont l'objet est d'aider le développement des services d'éducation scientifique pour les mouvements sociaux.

La fondation UNITABAHLO, a intégré déjà depuis 1997, le concept « solidarity Economy » dans ses programmes. C'est alors qu'un groupe d'enseignants de plusieurs universités se sont mis à faire une étude scientifique du concept de l'économie solidaire, en commençant comme à l'accoutumée par une recherche bibliographique fouillée et internationale. Pendant ce temps, Paul Singer lui-même commence une série

de séminaires avec ses étudiants à l'Université de São Paulo, c'est alors qu'ils dénichent dans leur bibliothèque un travail de thèse inconnu, sur 2 coopératives industrielles des années 80, nées des cendres d'une grande firme manufacturière. Intitulés « Workers without bosses » ce travail de Lorena Holzmann Da Silvia est aujourd'hui publié.

Le sujet de l'économie solidaire devient quelque peu une tradition au Brésil. Des réseaux d'échanges naissent, se développent, des rencontres permanentes sur le sujet s'organisent et une loi adoptée évoque l'autogestion et l'autonomie dans la gestion... (« Self management ») comme une caractéristique de l'économie solidaire, avec les priorités données aux coopératives populaires. A ce moment, le concept de « populaire » renvoie au pauvre ou au travailleur non qualifié.

Mais déjà en 1997-99, la crise qui continue à frapper le pays, pousse à des privatisations des sociétés nationales et des grands services publics. Comme partout ailleurs à la suite des privatisations, des pertes d'emplois pour des personnes qualifiées (ceux qu'on appelle aussi les nouveaux pauvres), qui se sont déversées dans le groupe des traditionnels pauvres comme nous l'avons déjà évoqué ; rendant les vrais pauvres plus pauvres quand ils entrent en compétition dans le marché du travail avec ces derniers.

Néanmoins dans le cas du Brésil, ces nouveaux sans emplois étant très souvent trop qualifiés pour certains types de travail disponible, la meilleure alternative pour regagner le marché de l'emploi et être compétitif était qu'ils s'organisent eux-mêmes en coopérative. C'est ainsi conclu Paul Singer, que l'Université a créé de nouveaux curricula avec les incubateurs d'entreprises.

L'histoire ne s'arrête certes pas là. Elle continue son chemin, son processus d'apprentissage permanent et de réinvention innovante pour non seulement trouver des solutions aux problèmes réels, quotidiens, mais aussi pour aider les systèmes à s'adapter à ces réalités et trouver des solutions communes aux problèmes identifiés au cours du processus.

C'est ainsi que les universités sont devenues une partie intégrante de l'économie solidaire au Brésil

3.3.4 Incubation entrepreneuriale et économie solidaire.

Le cheminement de l'incubation à l'économie solidaire permet de comprendre le possible passage et la nécessité d'aller des actions sectorielles à un développement plus global ; des initiatives individuelles ou privées à une vision collective, générale. Le sens donné au concept dans ce contexte intègre aussi un processus d'apprentissage commun et collectif.

C'est quoi l'incubation ?

Le premier entendement de l'incubation est celui de couvaison comme le confirme les textes d'encyclopédie selon lequel, l'incubation serait un terme à l'origine scientifique, dérivant du latin incubare (incuber*), pour littéralement dire : « poser dessus ». De là dérive son synonyme populaire plus ancien «couvaison», aux sens multiples selon le domaine d'application : biologique, sociologique, religieux. En l'occurrence,

- En biologie, l'incubation représente la période pendant laquelle l'embryon se développe jusqu'à l'éclosion,
- En médecine, la période d'incubation décrit le temps qui s'écoule entre la contamination et l'apparition des premiers symptômes d'une maladie,
- Pour les chercheurs, le processus d'incubation s'entend habituellement par rapport à un laboratoire qui fournit alors un espace de travail, des outils nécessaires et un support technologique...

Dans le cas présent et pour l'expérience Brésilienne racontée par Paul Singer dans un contexte d'économie solidaire, en répondant à la question « que signifie l'incubation pour nous ? », on dira en bref que la notion d'incubation est un long processus d'autonomisation.

Le point de départ dans cette expérience avec les groupes et les communautés, a d'abord été une présentation des concepts théoriques, notamment les notions de base sur les coopératives, l'esprit de réciprocité, et ceci à l'échelle de travail d'un groupe, de l'économie ou simplement de la vie.

Il faut noter que la plupart des groupes ayant sollicité l'appui des compétences (des universités) étaient d'abord des groupes de femmes en relation avec multiples groupes des différentes églises. Paul Singer rappelant des relations entre les universités et ces groupes, parle d'un processus d'apprentissage mutuel, il le dit en ces termes : « The whole process is a learning process between them and us » (P.Singer, 2003).

En effet il s'agit là d'un processus d'apprentissage « gagnants-gagnants » où chacun apprend de l'autre ou chaque groupe (connaisseur ou non du domaine, intellectuel-paysan...) apprennent des uns des autres sans qu'il y ait au départ un quelconque complexe d'infériorité ou de supériorité. Les gens se mettent suffisamment en confiance pour échanger sans complexe ni complaisance.

Après de tels échanges, les femmes et les travailleurs dans différents groupes lors des différentes rencontres ont pu témoigner en ces termes :

« Nous avons appris des uns et des autres, on a été si longtemps éloignés les uns des autres. À présent nous sommes ensemble (réunis), ainsi nous savons ce que nos étudiants apprennent dans les universités...ces choses que les groupes ignoraient, mais ils (ces groupes) ont l'expériences de la vie que les autres (la jeunesse estudiantine) n'ont pas)». (Traduction Djuikom de P.Singer, 2003)

Ainsi, les groupes ont continué des échanges mutuels avec un respect mutuel, des individus. Tous les groupes ont autant d'importance, sont autant utiles mais comme dit Paul singer cette importance et cette utilité ne sont bénéfiques que si on leur prête une certaine attention pour comprendre leur nécessité.

Au début de l'expérience d'incubation, pour ceux qui savent où on veut aller, les choses peuvent se comprendre, même si de prime abord on a l'air d'être face à un méli-mélo, un grand mélange de tout, un grand fourre-tout; notamment des choses habituellement sans rapport. Les esprits scientifiques purs et durs, les chercheurs enfermés dans la rigueur de la logique scientifique de la recherche telle qu'on la considère traditionnellement, surtout sur le plan technique, pourraient facilement se sentir perdus, découragés au début de tel processus, qu'ils rejetteraient probablement d'emblée dès les premiers instants de réflexion ou d'action à engager.

En effet, de prime abord, la recherche d'une voie commune d'action se présente comme une cacophonie, un vrai désordre parce qu'on place à la même table les gens de domaines, de manière de voir et d'approches si différents qu'on a vite fait de conclure que rien de positif ne saurait en sortir.

Mais pour revenir au cas brésilien, malgré ces divergences, malgré cette première impression qui montre qu'on n'a rien à s'échanger. Les gens se sont rencontré et ont organisé de plus en plus ces rencontres (hebdomadaires), pendant lesquelles, ils se sont simplement exprimé sur tout et ont cherché mutuellement à savoir :

- Ce qui se passe,
- Quels étaient les problèmes des uns et des autres,
- Les conflits existants ou potentiels,
- Les incompréhensions dans les groupes,
- Les succès des groupes
- ...etc.

Paul Singer affirme que ces échanges étaient riches en information, en analyse et en interprétation.

L'étape suivante pour les choses les plus importantes qui ont été provoquées ou qui sont nées de ces rencontres est qu'ils ont organisé des séminaires puis ils ont fait un rapport qui tenait lieu de fondement, des références des aspects plus profonds.

Il faut noter que ces acteurs impliqués rapportent n'avoir pas de méthodologie spécifique car ce qui se passait était différent d'un groupe à l'autre, d'une coopérative à l'autre, c'est l'histoire des groupes humains dit P. Singer, l'histoire des hommes, des femmes, des jeunes, des vieux, bref, des peuples, des communautés.

L'objectif de l'incubation est d'accompagner ces groupes dans un processus d'autonomie sur toutes les dimensions : économiques, sociales, techniques, financières ...etc.

En définitive, en s'accordant avec P. Singer, on peut définir ou dire que le processus d'incubation est une recherche empirique d'une voie qui conduise les groupes et les communautés à une certaine autonomie en comptant sur le soutien des rapports utiles, des rapports de coopération et des échanges constructifs avec les universités.

Dans ce cheminement ou ce processus, il n'y a pas de théorie ou une trajectoire toute tracée, toute faite ; qu'il faut à tout prix suivre. C'est une expérience qui se construit en la pratiquant. C'est une histoire d'union entre les acteurs. C'est pourquoi on a fait allusion à une histoire de mariage, qui dans ce cas serait un contrat à durée limitée à la durée nécessaire pour atteindre l'autonomie, la maturité, l'autogestion.

C'est pourquoi inévitablement le concept d'incubation entraîne aussi avec lui le concept d'interdisciplinarité, pas dans le sens, d'une juxtaposition des disciplines différentes, mais d'une dynamique permanente née des interactions entre groupes, membres des groupes ...etc. Car c'est une histoire de vie des communautés, des peuples, donc inévitablement elle entraîne avec elle les dimensions, économiques, sociales, techniques et avec l'environnement physique ou la nature.

C'est un champ de partage du savoir et du savoir-faire, car comme ils disent, chacun doit avoir une idée ou savoir le savoir de l'autre : « every one has to have the knowledge of all. It is a way of making transmission of knowledge » .

Ainsi, sachant que chacun a quelque chose à donner et à recevoir, les rencontres se passent alors sans complexe : enseignants, professeurs, étudiants sont sur le même pied d'égalité, ce qui n'enlève pas les respects mutuels que les gens se doivent.

Après l'aspect organisationnel pour la naissance de la structure innovante, il faut faire face à d'autres dimensions qui vont permettre la survie de l'organisation et ses actions de changement sociétal. C'est par exemple les questions de financement, de gestion à long terme, gestions de toutes les ressources et les rapports humains, de responsabilisation...etc.

3.3.5 Développement global par l'approche de l'économie solidaire

À travers l'incubation et la mise en place des incubateurs, comme entreprises sociales innovantes, on résout des problèmes ponctuels et locaux des individus, des groupes et des communautés. De ces solutions sont nées un type d'organisation, des principes de travail, un système donc l'économie solidaire se réclame. On apporte ainsi des réponses particulières à des problématiques plus vastes. Par exemple par la création du travail dans différentes structures on apporte une réponse particulière à la question globale, à la problématique générale de l'emploi et de cohésion sociale.

On a vu progressivement comment des différents groupes ont été amenés à travailler ensemble avec confiance. Ces activités communes et échanges, n'ont pas seulement répondu aux questions ponctuelles posées, mais elles aident les universités à établir des relations avec d'autres groupes sociaux et ces groupes ont également progressivement compris ce que font les universités et en quoi elles peuvent leur être utiles et réciproquement.

Avec ses relations, ses partenariats reposant sur des aspects particuliers, des problèmes particuliers et sectoriels, comment évoluer, comment partir de ces choses particulières, sectorielles pour s'orienter vers des choses plus globales et générales et touchant toute la société. Les réponses à ces questionnements ne peuvent se faire en marge de l'État, même si les initiatives de départ ont eu lieu en dehors de l'État. , ces questions poussent donc à partir des actions simplement isolées, techniques, économiques vers des visions plus globales, sociales, organisationnelles et politiques.

Du moment que cette approche est applicable dans tous les secteurs d'activité et tous les secteurs de développement, nous avons choisi avec FERDEDSI au Cameroun, d'expérimenter en aidant la formalisation d'une telle approche ; dans le contexte camerounais du secteur de l'énergie pour le développement rural à travers de nouveaux partenariats entre les communautés rurales et les académiques.

4. Application dans le champ des Énergies renouvelables (ER) avec FERDEDSI au Cameroun

Comme susmentionnée, la thématique « énergie » est un axe que nous choisissons parmi les diverses thématiques de développement, pour montrer que d'autres alternatives en terme d'approche pour un développement durable sont possibles. La particularité de cette thématique est son caractère transversal, car elle touche tous les autres secteurs. C'est ainsi que, l'énergie peut être prise comme une base locale de développement et de développement durable par la promotion des sources énergétiques locales.

Comme il ressort des développements théoriques ci-dessus, les acteurs et leurs interactions, sont au centre des projets de développement pris comme projets de société avec des choix politiques concertés et autonomes. Ceci nécessite une approche globale, structurelle et systémique, en vue d'une autre vision de société qui retrouve, comme dit Jean Marie Wautelet, « un nouveau style de démocratie ».

Ceci suppose de mobiliser et utiliser toutes les ressources, tous les acteurs et à tous les niveaux. Or la mobilisation des ressources selon Wautelet rencontre deux défis majeurs : l'un sur la compréhension et la maîtrise des stratégies locales de mobilisation et d'utilisation des ressources et l'autre sur les formes institutionnelles. Il affirme respectivement pour le premier et le second que :

« C'est à travers la participation des citoyens et l'innovation institutionnelle que doivent se confronter les conditions d'une amélioration de niveau de vie et les exigences de la reproduction à long terme de l'écosystème. »(Wautelet : J.M, 1999) et c'est alors qu'on peut « arriver à des formes institutionnelles permettant de situer la reproduction matérielle dans un cadre sociétal, ou plus simplement par rapport aux multiples finalités que peut se donner un être humain » (Wautelet J.M, 1999).

Mais comment mettre toutes ces théories en pratique ? C'est précisément un des défis que se donne FERDEDSI au Cameroun dans le champ énergétique en partant des faits que :

- Les initiatives et stratégies locales de survie et de quête des sécurités multiformes, ont survécu à la succession des politiques exogènes de développement et la perpétuation de la pauvreté,
- Il existe des possibilités de saisir les opportunités des changements globaux (notamment climatiques) et la dynamique internationale (ex. autour des questions énergétiques) pour construire de nouveaux fondements des économies locales dans une perspective de développement durable.

- Les points de démarrage dans le cas du secteur énergétique (comme moteur de développement) pourraient être des actions concrètes et immédiates face aux principaux problèmes énergétiques identifiés en milieu rural africain dont notamment :
 - Les faibles taux d'électrification rurale en Afrique subsaharienne (moins de 5%)
 - Les bois énergie, déforestation et questions de Changements climatiques
 - Le "Killer in the Kitchen" comme cite Kouo³ ou les effets sous-estimés de la fumée sur la santé, notamment des femmes.
 - L'énergie et les questions de sécurité alimentaire en Afrique noire (conservation, transformation..etc.)
 - ...etc.

Nous résumons cette expérience de FERDEDSI au Cameroun en ces trois points suivants :

- L'identification des initiatives locales et des potentiels
- Le partenariat en termes de nouvelles formes de rapport entre acteurs
- La base d'une économie locale fondée sur les énergies renouvelables (ER)

4.1 Identification des initiatives locales et des potentiels

Notre présentation au SIFEE 2008, portait sur cette identification des initiatives locales dans le secteur de l'électrification rurale au Cameroun et en Gambie (cf. : actes de conférence internationale-SIFEE-Québec 2008). Mais pour encore davantage de détails, près de 200 pages de notre travail de thèse intitulé : « *Énergies durables pour le développement rural en Afrique subsaharienne : Approche interdisciplinaire et défi organisationnel* », comporte des informations illustrées des exemples et images de terrain à 5 niveaux d'échelle : nation, région, village, commune, groupes d'individus (ménages, groupes sociaux spécifiques comme les femmes et les jeunes), allant ainsi des petits groupes populaires aux institutions gouvernementales, en passant par les institutions académiques et de recherche.

Aussi à ce niveau nous contentons de relever quelques spécificités du Cameroun, car sa diversité renvoie dans une certaine mesure, une certaine compréhension du de nombreux cas en Afrique subsaharienne.

En effet, le Cameroun, pays au centre de l'Afrique, avec 475.440 km² a une richesse culturelle et une diversité en ressources naturelles et humaines, qui a amené à le baptiser « Afrique en miniature ».

En restant focalisé d'une part sur celles des spécificités directement ou indirectement corrélées et assez illustratives de la thématique énergétique, mais aussi d'autre part celles qui nous permettent de construire une nouvelle approche du travail de développement reposant sur les principes de l'économie solidaire, un inventaire permet d'identifier des richesses des :

- Biodiversités qui sont directement liées aux différentes formes des ressources et du potentiel énergétique et dont une analyse des enjeux énergétiques locaux et globaux oriente les possibilités d'action,
- Cultures et pratiques tant traditionnelles que modernes qui sont liées aux formes de solidarité fondées sur les mêmes logiques. Ces données sont un soubassement à une autogestion communautaire de développement local du type soutenu par l'économie dite solidaire,
- Situations économiques avec des déstabilisations, des marginalisations, des exclusions sociales multiformes, et un secteur pétrolier qui n'a pu sauver « la descente » de la société au fond des gouffres de la pauvreté. Les innovations stratégiques nées de ces situations pourraient se transformer de la perspective de survie à celle de politique sociale de changement.
- La richesse climatique du Cameroun est à l'image de la richesse de sa biodiversité influencée par sa position géographique et son extension en latitude.

³ SIFEE 2008, session plénière

Chacune de ces richesses est assez représentative des situations africaines et des types d'actions potentielles dans le secteur énergétique. En l'occurrence, la variété climatique a un impact remarquable sur la disponibilité des ressources en biomasse et en cours d'eau et par ricochet sur les ressources et le potentiel énergétique local ainsi que les types de technologies énergétiques à y promouvoir. En l'occurrence, les zones montagneuses de l'ouest et les forêts du sud parsemées de plusieurs cours d'eau expliquent une prédisposition déjà naturelle à y voir une introduction des technologies hydrauliques adaptées. Par contre, dans la région sahélienne de l'extrême nord, aux cours d'eau temporaires, se séchant pour la plupart en saison sèche, on exclut d'office ce même type de technologie. Cette région davantage riche en solaire et de plus une zone de prédilection de l'élevage serait ainsi propice au développement de l'énergie solaire et du petit biogaz. La figure suivante donne une idée de la répartition en zone écologique du territoire camerounais assez représentatif de la situation en Afrique du sud du Sahara comme représenté dans la figure suivante.

Ces réalités camerounaises sont pareillement vues dans la plupart des pays d'Afrique du sud du Sahara. Par rapport au secteur énergétique, un diagnostic analytique permettrait de scruter le contexte institutionnel et le cadre des actions gouvernementales, aidant à lancer le débat sur les représentations à se faire au niveau des énergies nouvelles en promotion de par le monde. Sont-elles une nouvelle forme de production de rente, dans la continuité de l'histoire comme schématisé plus haut (cf. figure 1) pour perpétuer les formes subtiles, polies et ingénieuses de domination et de dépendance ? ou l'Afrique saura-t-elle les saisir comme une opportunité pour essayer de faire autrement ? Une opportunité d'un réel changement. Changement peut être sectoriel (Énergie), mais changement qui pourrait impulser d'autres changements dans divers secteurs d'activités, et ce, à partir des initiatives des acteurs locaux et des partenariats incontournables.

Régions écologiques



Savanes-Sahel

Tous les écosystèmes de savanes se retrouvent ici : savanes sahéliennes , savanes inondées, savanes arborées, savanes soudaniennes



Afro-montagnards

Les reliquats des écosystèmes forestiers de la zone guinéo-congolaise auraient survécu dans les zones montagneuses au cours des périodes de climat plus aride. Ceci explique que le Mont Cameroun et les autres massifs dans l'ouest Cameroun (Monts Koupé et Kilum-Ijim), aient conservé certaines reliques d'espèces montagnardes endémiques à cette région : oiseaux des forêts, primates, amphibiens et reptiles, ainsi que des variétés de bambou et autres plantes vasculaires.



Forêts tropicales humides

Elles couvraient approximativement 37 % du territoire national (175.000 km²). La déforestation par l'exploitation des forêts pour l'exportation, les usines locales et l'agriculture ont réduit cette superficie estimée en 2003 à 160.000 km², dont 60.000 km² sont actuellement exploités par des concessionnaires (SIBC,2003)

Délimitation

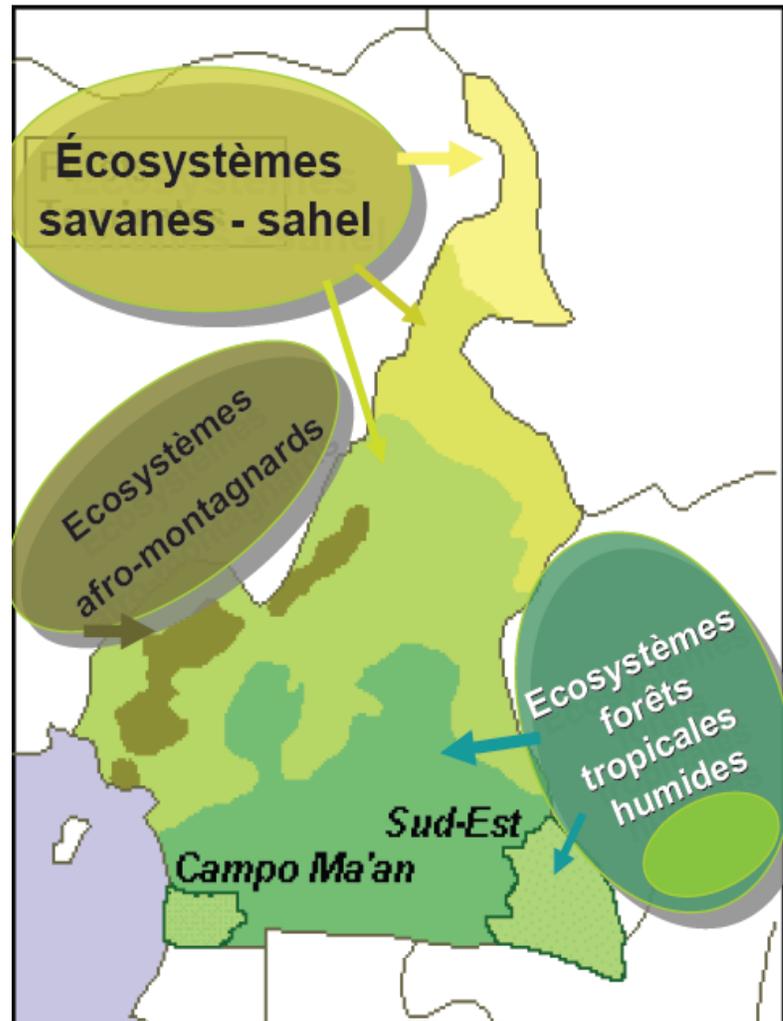


Figure 5 : Régions ou zones écologiques au Cameroun

Source : Djuikom selon information SIBC⁴

4.2 Le partenariat en termes de nouvelles formes de rapport entre acteurs

Il s'agit de construire, étape par étape de nouvelles formes de rapport entre acteurs de tous les niveaux. Comme processus cela nécessite du temps. L'expérience de FERDEDSI liée à des phases des projets de terrain et de recherche pourrait chronologiquement se résumer ainsi que présenté par les 2 figures suivantes (6 & 7).

⁴ Système d'information biodiversité Cameroun

Commencé en 2003, il s'était principalement agi de l'inventaire et l'analyse des problématiques énergétiques en milieu rural dans la province de l'Extrême Nord du Cameroun avec des enquêtes de terrain auprès de 4 groupes d'acteurs concernés par l'usage et la fourniture des différentes formes de l'énergie solaire dans la province de l'Extrême nord. Les 4 groupes concernés sont :

- Les utilisateurs
- Le groupe spécifique des femmes
- Les potentiels vulgarisateurs
- Fournisseur (1 au moment de l'enquête)

Progressivement, les années suivantes, un type d'entretien et des échanges se sont développés, des « brainstorming » avec des groupes d'acteurs spécifiques, des rencontres et causeries populaires autour des perceptions et des visions sur les questions de l'énergie, des ateliers paysans, des participations à des conférences nationales et internationales, des études spécifiques des thématiques des travaux académiques...etc. Tout cela a abouti de 2005 à 2007 au financement par l'AUF des échanges interuniversitaires sur les problématiques énergétiques et le développement rural.

En janvier 2006, soutenu par ce projet, le réseau CACOPRAF des organisations des femmes de l'Extrême Nord du Cameroun a parrainé l'organisation du premier atelier rassembleur de tous les acteurs antérieurement isolément touchés. Des institutions du gouvernement aux femmes rurales en passant par les institutions de recherche, les académiques et autres, sur la thématique « Femme et énergie ». Quelques mois plus tard, la naissance de l'association FERDEDSI rassemble tous les sympathisants et personnes désireuses de poursuivre les résolutions des multiples ateliers soutenus par de nombreux chercheurs et universitaires au niveau national et international.



Figure 6 : Démarrage du processus en 2003 (premiers inventaires des initiatives locales)
Source : Djuikom

En début 2007, une association homologue est créée en Europe pour rassembler les sympathisants extérieurs et divers appuis. Vers fin 2007, FERDEDSI-Cameroun est reconnu comme association nationale de recherche-action et de promotion des énergies renouvelables pour le développement rural durable. Il participe avec cette thématique aux journées scientifiques de la recherche et de l'innovation avec un stand spécifique qui lui est attribué. Près du millier de visiteurs défileront devant le stand et plus de 450 signatures de tous les milieux de tous les secteurs récoltés avec une diversité des questions, observations et besoins.

En 2008 l'ensemble de tous ces travaux offre une opportunité d'une thèse de doctorat et de la première convention de partenariat dans un projet engageant communautés rurales, institutions universitaires et associatives. L'expérience est en cours.

E.S & E.R : Construire de nouveaux rapports (2)

Reconstruire la confiance au sein de la population →

Travail expert/spécialiste et apprentissage pour l'équipe locale.

Informez, sensibiliser en permanence les communautés et les politiques, des opportunités que représente le domaine des ER dans une perspective de développement durable.

Enquêtes techniques, environnementales et sociales préliminaires

Visite stand par membres gov: 3j expo nationale ER et développement rural

Partage au réseau frontalière nationale: ici Gambie

Figure 7 : Suite actions de terrain et début de conceptualisation du cheminement
Source : Djuikom

Après ces années des premières expériences de terrain. Enquêtes, échanges, concertations, tentatives de travail avec la presque totalité des acteurs identifiés au moment de la conceptualisation du projet, il ressort que de nouvelles formes de relations entre des groupes sont nécessaires et peuvent s'envisager dans de petits projets communs.

La Figure 8 suivante donne une synthèse des étapes expérimentées avec les acteurs de terrain. Il résume nos cas d'étude et donne une idée du cheminement vers l'autonomie. Du concept à la pratique, la figure 9 schématise notre expérience du processus expérimental d'incubation entrepreneuriale.

E.S & E.R : Construire de nouveaux rapports(3) : Défi cadre de concertation pour acteurs locaux-nationaux & internationaux

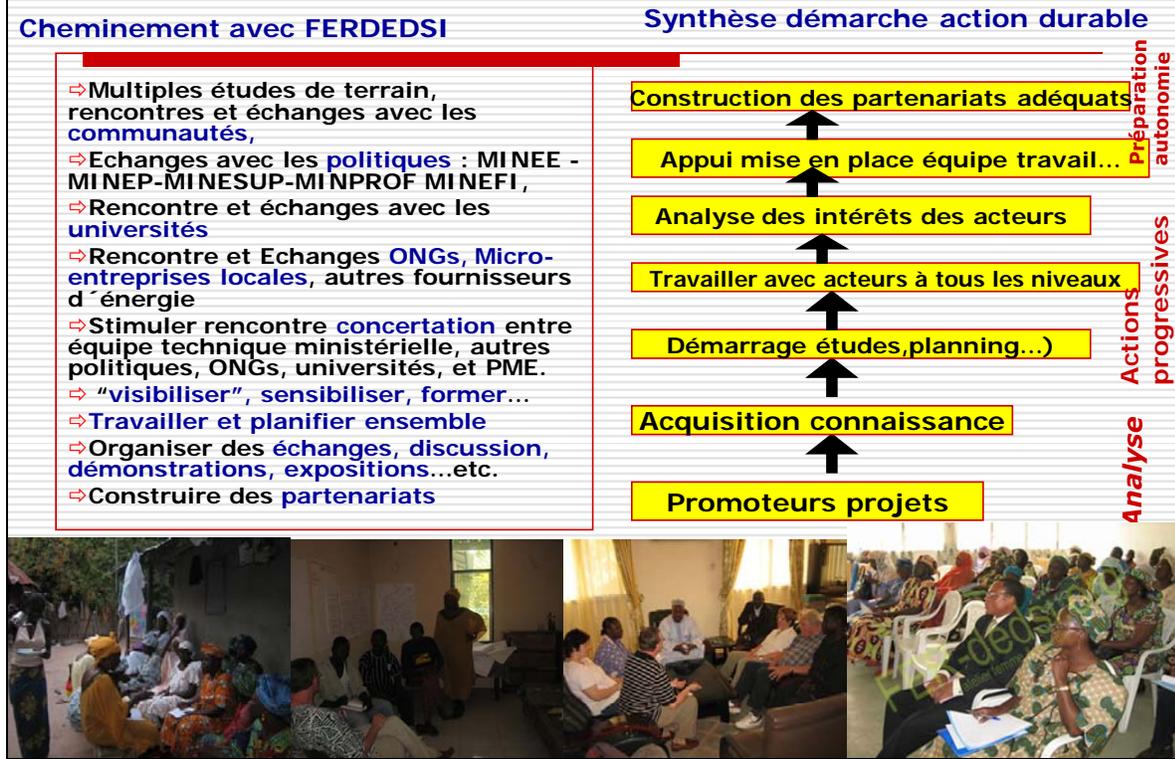


Figure 8 : Cheminement expérimental
Source : Djuikom

La Figure 9 ci-dessous résume, notre expérience en cours, dans le cadre de recherche-action pour l'énergie en milieu rural. Cette expérience a ainsi débouché, comme sus mentionné, sur une première organisation avec laquelle et dans laquelle nous introduisons et testons la logique d'incubation de l'économie solidaire en Afrique subsaharienne en commençant par le Cameroun. Il s'agit de l'organisation FERDEDSI pour dire «Forum Énergie Renouvelable-Développement Durable et Solidarité Internationale ». Elle se présente d'abord comme entreprise énergétique sociale et ensuite (en cours) comme niche institutionnelle de micro-initiatives en milieu rural que FERDEDSI soutient dans leur processus d'incubation. FERDEDSI par ce fait, se présente d'une part comme une entreprise énergétique incubée, mais aussi comme un incubateur d'organisations locales.

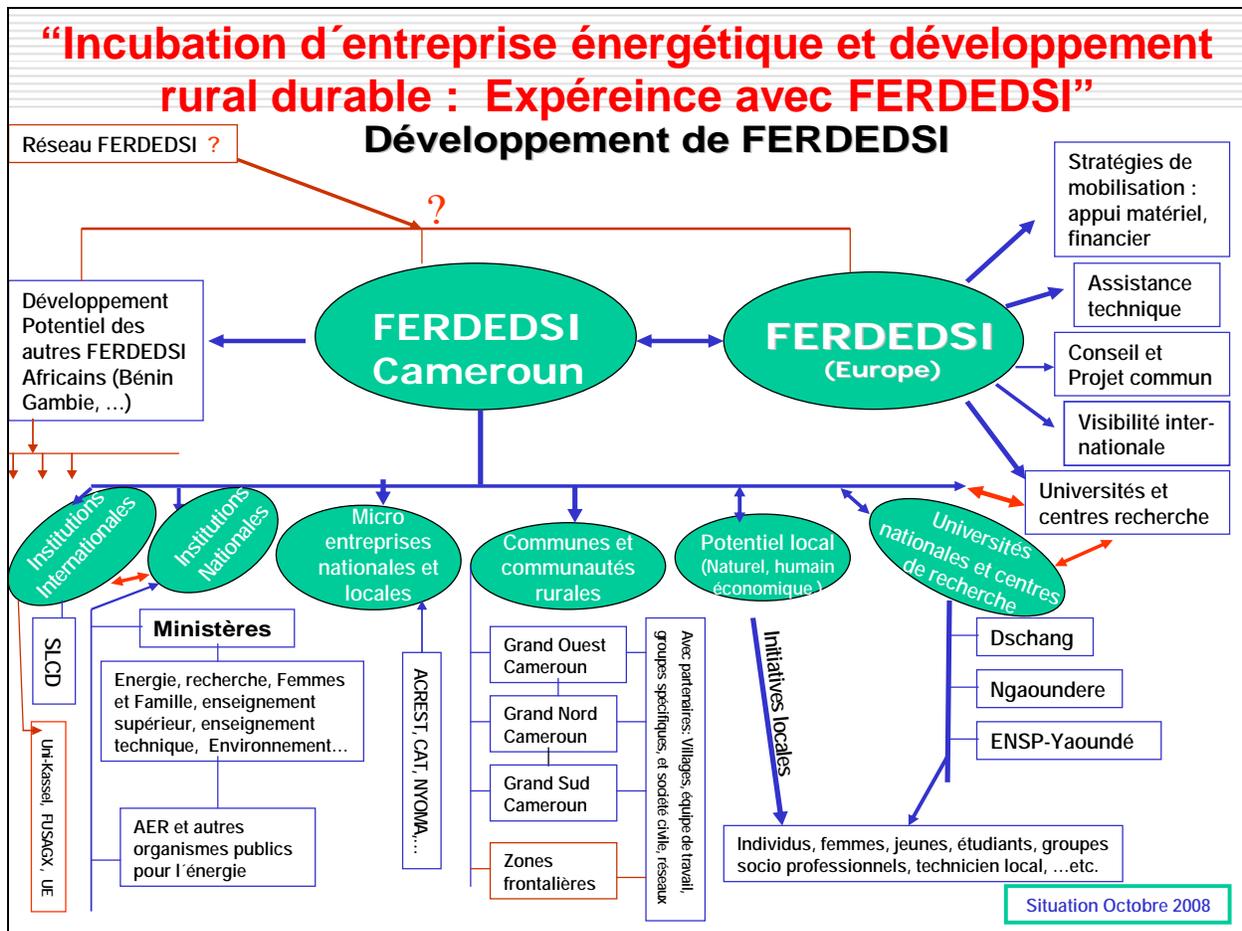


Figure 9 : Situation FERDEDSI

Source : Djuikom

4.3 La base d’une économie locale fondée sur les énergies renouvelables (ER)

Les actions de terrain avec FERDEDSI essaient de mettre en application ce processus dans une perspective de faire de la production locale de l’énergie ; d’abord comme une activité à part entière, mais aussi comme une activité qui soutienne localement les autres activités de production. Ceci permet dans un premier temps de retenir localement les flux financiers et d’autre part de créer de nouveaux emplois locaux. Dans ce processus de nouveaux rapports entre acteurs nous l’avons dit sont indispensables pour un développement de long terme. Le schéma suivant représente cette vision. Elle se développe autour de nouvelles entreprises énergétiques locales. Un rappel du schéma économique traditionnel complète la compréhension.

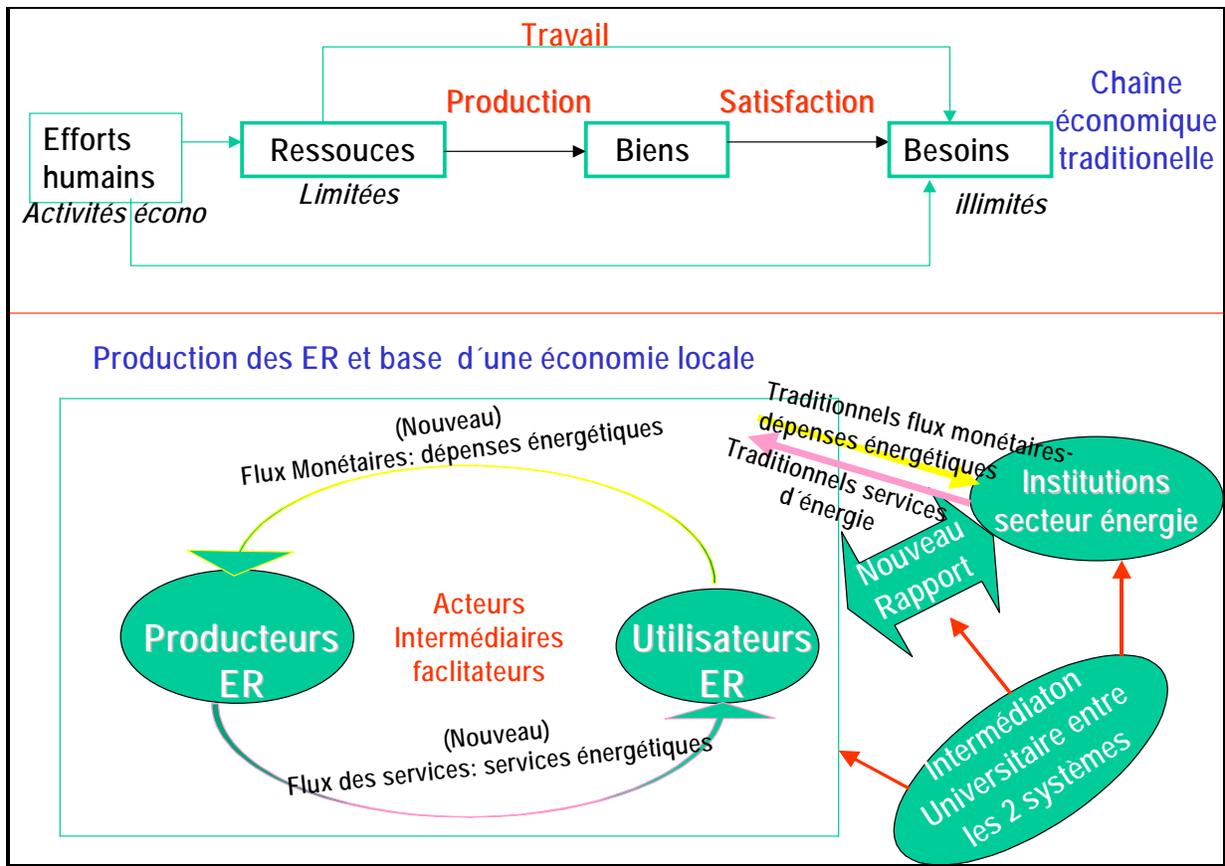


Figure 10 : Énergies renouvelables comme base de l'économie locale

Conclusion :

Après un si long développement de notre thématique, notre conclusion se résume en rappel de l'évidence selon laquelle notre monde-village a tous les atouts pour améliorer les conditions des vies de l'humanité. Malheureusement, les constats et analyses empiriques montrent que les pauvretés et les exclusions sociales se répandent même dans les sociétés riches, augmentant à chaque échelle de formes variées d'insécurité et de vulnérabilités.

La question des changements climatiques est une des opportunités qui se présentent au monde pour revoir les rapports jusque-là conçus et fondés dans tous les domaines sur la logique de marché, oubliant intentionnellement les dynamiques sociales.

Le choix du BAU (« business as usual » pour dire « continuer comme par le passé ») ne conduira davantage qu'à des situations de non-durabilité et de l'aggravation de la situation planétaire. Aussi, de nouveaux rapports de solidarité, d'assurance, de mise en confiance de redistribution et notamment de renforcement des capacités des individus à se prendre en charge s'imposent.

L'économie solidaire offre une voie, car comme dit quelqu'un, au-delà d'une simple énumération d'activités, elle désigne aussi un projet de société. « Il s'agit d'un appel à un renouveau de la solidarité démocratique face à des phénomènes de désaffiliation, de creusement des inégalités, de tensions identitaires et un sentiment général d'impuissance vis-à-vis de l'économie. Parler d'économie solidaire, c'est donc aussi rechercher des modèles qui donnent du sens à notre existence, qui valent la peine qu'on s'y engage ».

Liste des figures :

- Figure 1 : Trajectoire historique des politiques de développement en Afrique
- Figure 2 : Raison pour une alternative économique pour l'Afrique
- Figure 3 : L'économie solidaire : une hybridation des systèmes économiques?
- Figure 4 : Origine de l'économie solidaire brésilienne
- Figure 5 : Régions ou zones écologiques au Cameroun
- Figure 6 : Démarrage du processus en 2003 (premiers inventaires des initiatives locales)
- Figure 7 : Suite actions de terrain et début de conceptualisation du cheminement
- Figure 8 : Cheminement expérimental
- Figure 9 : Situation FERDEDSI
- Figure 10 : Énergies renouvelables comme base de l'économie locale

Bibliographie :

- Arthur Gautier, *Quatre questions à propos de l'économie solidaire*, une contribution aux journées professionnelles « Economie et Culture » organisées par le Collectif Urgence d'Acteurs Culturels de l'agglomération toulousaine.
- De Loucas, *Crise de l'Arabiculture et Mutations Rurales sur le plateau Bamoun (Cameroun) : une contribution à l'étude géographique des mutations rurales consécutives à la crise des cultures d'exportation*, Thèse de Doctorat, 3ième Cycle, université Yaoundé-1, Janvier 1994.
- De Leener Philippe : *Clarifier les pratiques et les stratégies qui aident à déclencher les processus*. Article de 1993 dans le syllabus de cours sur «Gouvernance locale et gestion des projets», Université de Liège, DES en Gestion du Développement, 2003.
- Djuikom. Marthe, *Énergies durables pour le développement rural en Afrique subsaharienne : Approche interdisciplinaire et défi organisationnel*, Thèse de Doctorat en Sciences Sociales Spécialisée Sociologie de Développement, Université de Kassel- Allemagne, Novembre 2008.
- Djuikom. Marthe, *stratégies d'intervention des organisations féminines dans la province de l'Extrême-Nord du Cameroun*, chronique féministe N° 71/72, U.F Bruxelles, fév./mai 2000, pp 47-50.
- Djuikom Marthe : *L'énergie solaire dans la province de l'Extrême – nord du Cameroun : situation et perspective de sa promotion pour le développement des activités socio-économiques* » mémoire de DEA interuniversitaire en Environnement - Développement et Sociétés, FUSAGx,.
- Djuikom marthe: *“Regional culture of solidarity and elements of solidarity economy in Cameroon: case study of women organizations and new energies promotion in rural areas”*, presentation colloque international sur l'Economie Solidaire.
- Djuikom Marthe, *Electricity supply in Darsilami- socio-economic studies for a mini grid installation* , University of Kassel, fev 2008, 72p.
- Dubois Jean Luc, *Approche par les capacités et développement durable : la transmission intergénérationnelle des capacités*.
- Dubois. Jean Luc & Mahieu.F.R : *“La dimension sociale du développement durable : lutte contre la pauvreté ou durabilité sociale ?”* in Martin Jean Yves, « Développement durable : doctrines, pratiques, évaluations », IRD, Paris oct. 2002, (pp.73 –94) /344P.

- (Dir) Dubois J.L, Anne-Sophie Brouillet, Paul Bakhshi, chantal Duray-Soundron, *Repenser l'Action collective : une approche par les capacités, Ethique Economique-* Réseau Impact, ed l'Harmatan, France, 2008,280p.
- Freire Paulo, *Education for critical consciousness*, ed Continuum, London-New York, 2005 146 p.
- Müller-Plantenberg Clarita, in “universities and Rio+10: Paths to sustainability in the regions, an interdisciplinary challenge”- DAAD-University of Kassel, *Entwicklungsperspektiven* 79 Kassel 2003. (coordinator).
- Müller-Plantenberg Clarita, gang Ntisch & als, *Solidarische Ökonomie in Brasilien und deutschland wege zur konkreten Utopie*, Internationale sommerschule in Imshausen, Kassel university press, Universität Kassel, 2005, 230P.
- Müller-Plantenberg Clarita, *Solidarische Ökonomie als Antwort auf neoliberale Globalisierung – von oben gegründet und/ oder von unten gewachsen, der Strukturierungsprozess*, (dans le cadre du colloque interdisciplinaire sur l'Economie Solidaire(Interdisziplinäres Kolloquium Solidarische Ökonomie).
- Müller-Plantenberg Clarita, *Solidarity Economy in Hessen – Cartography of the enterprises and regional development*, UNIKassel / EKKW/ DGB.
- Müller-Plantenberg Clarita, *Solidarische Ökonomie in Europa betriebe und regionale Entwicklung*, Internationale sommerschule in Imshausen, Kassel university press, Universität Kassel, 2007, 296P.
- Müller-Plantenberg Clarita in www.uni-kassel.de/fb5/soziologie/sel.
- Ndione Emmanuel, De Leener Philippe & Als, *La ressource humaine avenir des terroirs, Recherches paysannes au Sénégal*, Enda Graf Sahel – Karthala, Paris 1993, 320 p.
- Sen Amartya. Kumar, *Un nouveau modèle économique : développement, justice et liberté*, Odile Jacob, Paris, 2000, 356 p. Traduction Française de “Development as Freedom”.
- Sen. A. K *Development as Freedom*, Alfred A Knopf, New york 1999,366 p.
- Sen. A. K *On ethics and economics*, ed bill & sons, GB 1987, 131p.
- Singer Paul, *University and the Solidarity Economy: Lessons of the Brazillian experience*. in “universities and Rio+10: Paths to sustainability in the regions, an interdisciplinary challenge” of DAAD-University of Kassel, *Entwicklungsperspektiven* 79 Kassel 2003. (coordinator).
- Vandenbergh Paul Michel, *Énergie solaire et production d'électricité : Un outil d'analyse technologique, économique et géographique du potentiel des filières photovoltaïques et thermiques*, thèse de doctorat en énergétiques à l'école de mines de Paris, 11 décembre 1997.
- Waub Jean Philippe, *L'évaluation environnementale stratégique comme outil d'évaluation en planification énergétique : concepts et Outils, communication à l'école d'été du SIFEE sur «Évaluation Environnementale et Énergie* », Québec, sept 2008.

Wautelet Jean Marie, *le projet dans son environnement économique*, Document et notes de cours Fopes, UCL, 2001.

Wautelet Jean Marie : *Analyse socio-économique de développement*, cours DVLP, UCL.